PRESSE : MobiLettre

SPECIAL CRISE DE LA SNCF

L'histoire n'est pas finie

Bulletin CCE n°11

UNSA, le Syndicalisme en positif !

(Extrait)

« L'Unsa suspend la grève, la CGT cherche une raison d'en sortir. Guillaume Pepy continue à négocier
Il semble donc peu probable que le conflit se prolonge au-delà de lundi, sauf si la contestation anti-gouvernementale vient à s'exacerber, et par capillarité incite les cheminots à se mobiliser plus avant.

Et comme si ce contexte syndical n'était pas assez compliqué, **il y a les discussions entre le gouvernement et la direction de l'entreprise, prise à contrepied par l'initiative d'Alain Vidalies.** Pendant toutes les négociations, la SNCF cherchait à placer le maximum de dispositions dans le décret-socle puis dans la CCN, pour aboutir à un différentiel de coûts le plus faible possible de leur entreprise avec les opérateurs alternatifs. Le scénario de la semaine dernière a fait voler en éclat cette stratégie: la branche ferroviaire que l'on disait fragile s'est révélée un acteur solide et fiable, avec une certaine confiance établie au cours des mois entre représentants syndicalistes et patronaux, alors que les positions de la SNCF apparaissaient plus compliquées, voire cryptées, aux yeux des acteurs.

Résultat, il ne reste plus grand-chose comme latitude aujourd'hui à Guillaume Pepy pour sauver la face de l'entreprise. Renvoyé publiquement par le gouvernement à ses propres devoirs de productivité, il entend jouer sur trois leviers: l'anticipation de la concurrence, le poids de la dette et la trajectoire financière de SNCF Réseau. Le Premier ministre Manuel Valls, en déplacement à Athènes hier jeudi soir, a admis qu'il ferait un geste sur la dette mais qu'*«il y a aussi la trajectoire financière de l'Etat»*. En d'autres termes, il ne faut pas s'attendre à une grande révolution, peut-être la prise en charge directement par l'Etat d'une partie des 50 milliards. Un calcul rapide: 10 milliards d'euros placés dans une structure de défaisance, c'est 350 millions d'intérêts en moins pour SNCF Réseau. C'est bien mieux que rien.

Mais cela ne devrait pas occulter l'une des révélations de cette crise: la rupture de confiance entre l'Etat et Guillaume Pepy. Le changement rapide et radical d'attitude d'Alain Vidalies (lire ci-dessous) a spectaculairement confirmé une tendance que l'on sentait monter depuis quelques mois, à savoir la volonté de ne plus subir la puissance du

UNSA Ferroviaire Lorraine :
Gare de Metz - Porte F- ☎ 03 87 62 67 64 ou 772 992
Villa Saint Jean - NANCY
ur.lorraine@unsa-ferroviaire.org

UNSA - Union Régionale Lille
25, boulevard JB Lebas – 59000 LILLE
☎ 03 59 01 69 17 // 🖷 03 20 53 29 92 // sncf : 220 917
ur.lille@unsa-ferroviaire.org

président de la SNCF. Ainsi vont les hommes de l'Etat: leurs intérêts supérieurs, en l'occurrence la recherche à n'importe quel prix de la paix sociale pour des raisons de survie politique, ne se discutent pas.
Le miracle de juin 2014, avec une alliance Valls-Cuvillier-Pepy contre la grève, ne s'est pas renouvelé. Manifestement l'Etat a considéré cette fois-ci que la direction de la SNCF constituait une partie du problème au moment de clore les négociations. Guillaume Pepy, probablement las de tant d'années d'équilibrisme et de tactiques d'influence, a perdu le contrôle.

L'Etat se rend compte, un peu tard de l'évidence, des dégâts provoqués par ses injonctions contradictoires et les problèmes de management au sein de la SNCF.

Les dégâts sont terribles pour l'avenir de la SNCF, puisque le résultat de la négociation sociale implique une perte de compétitivité dans le contexte de sévères concurrences intermodales (puis intramodales, à brève échéance), mais aussi le risque d'aboutir à une baisse de l'offre ferroviaire du fait des coûts imputés aux collectivités locales.
Le gouvernement ne veut pas en porter seul le chapeau: c'est comme s'il se rendait compte in extremis de l'évidence, à savoir que l'entreprise SNCF est en crise du fait d'injonctions contradictoires mais aussi de faiblesses managériales. Mais que n'a-t-il fait, cet Etat, depuis des années en tant qu'actionnaire et Etat stratège, pour clarifier la situation, alors que se multipliaient les signes alarmants: accidents, problèmes de qualité de service et de productivité ?

La pétition initiée par un des cadres de la SNCF, qui est en passe d'atteindre 2000 signatures, confirme le malaise de l'encadrement. Comment ! Tous ces efforts, depuis trois ans, pour améliorer la performance en vue de la concurrence, réduits à néant par l'intervention gouvernementale ?
La pseudo cohésion sociale des cheminots vole publiquement en éclats.

Sous l'effet de la sidération, la parole se libère. Les confidences et commentaires des cadres révèlent un vrai désarroi. **Fait singulier, Guillaume Pepy n'est ni accablé, ni épargné:** il semble déjà emporté par la crise. Président ô combien charismatique, subitement devenu silencieux, il semble d'un coup avoir perdu le contrôle de la situation et la confiance des cadres, épuisés par une course engagée sans repères stables ni durables. Ces derniers devront s'interroger sur leur organisation matricielle, affronter la simplification des structures et la réduction des niveaux hiérarchiques.

Les jours qui viennent permettront-ils d'y voir plus clair ?
De nombreux noms, certains bien étonnants, circulent comme il se doit dans les médias pour remplacer Guillaume Pepy, s'il venait à partir ou à être remercié. Mais quoi qu'il en soit, le sursaut de la SNCF ne serait possible qu'à la condition express d'une stratégie d'Etat claire et responsable.
A moins qu'il ne soit déjà trop tard.

UNSA Ferroviaire Lorraine :

Gare de Metz - Porte F- ☎ 03 87 62 67 64 ou **772 992**
Villa Saint Jean - NANCY
ur.lorraine@unsa-ferroviaire.org

UNSA - Union Régionale Lille
25, boulevard JB Lebas – 59000 LILLE
☎ 03 59 01 69 17 // 🖷 03 20 53 29 92 // sncf : 220 917
ur.lille@unsa-ferroviaire.org

La revanche du ministre

Il y a deux semaines encore dans l'ombre de Ségolène Royal et sous la domination de Guillaume Pepy, le voilà aujourd'hui roi des caméras et vrai patron de la SNCF !

En quelques jours, Alain Vidalies a spectaculairement changé de dimension. Crédité de la confiance du Président de la République, soutenu par Matignon, il n'a pas hésité à exécuter sabre au clair la mission de réduire les conflits sociaux dans les transports. C'est réussi avec les contrôleurs aériens, c'est plus compliqué avec les cheminots.

L'intervention du ministre sonne comme aussi comme une revanche à l'égard de Guillaume Pepy dont il ne supportait plus la supériorité ni les méthodes d'influence.

Alain Vidalies est d'une certaine vieille école, celle d'un Etat auquel on obéit le doigt sur la couture du pantalon. Armé de l'onction présidentielle, il a agi sans crier gare le week-end dernier, bousculant Jean-Marc Ambrosini, résistant à Guillaume Pepy.

Cette passe d'armes révèle aussi le peu d'appétence du ministre pour l'entreprise.

«La SNCF appartient aux Français», a-t-il clamé sur France Inter. Ce n'est pas si simple… Une entreprise, y compris publique, est un corps vivant complexe et sensible. Le résultat de la reprise en mains de ces derniers jours, c'est en réalité l'écroulement d'une certaine cohésion interne, qui n'était d'ailleurs peut-être devenue que faciale. En tout cas, si Alain Vidalies veut assumer jusqu'au bout son nouveau rôle, il devra reposer très vite les bases d'un nouveau contrat entre les cheminots et leurs dirigeants.

Du cabinet du ministre à DB Schenker

L'actuelle conseillère du secrétaire d'Etat Alain Vidalies, **Radia Ouarti,** arrivée il y a quatre ans au ministère, quitte aujourd'hui son poste pour rejoindre DB Schenker en tant que directrice des relations institutionnelles. Elle sera chargée de plaider la cause du fret et d'ECR.

Après le départ d'Emmanuel Kessler, ex-dircab de Frédéric Cuvillier, chez Gefco début 2015, puis celui de l'attaché de presse du ministre, Grégoire Kopp, comme dircom d'Uber France, ce transfert confirme s'il en était besoin que les entreprises privées attirent davantage les talents – et que les concurrents de la SNCF entendent poursuivre leur développement. Et, a contrario, que l'Etat et les entreprises publiques paraissent trop lourds et bureaucratiques?

Le départ du directeur de l'information de SNCF

Christophe Piednoël, directeur de l'information de la SNCF, va quitter ses fonctions et la SNCF. Ancien directeur de la communication de RFF puis SNCF Réseau, consacré dircom de l'année dans le récent classement V com V, il avait rejoint l'Epic de tête en septembre dernier. Il était de notoriété publique que ses relations avec le directeur de la communication Christophe Fanichet étaient exécrables. Il n'a pas souhaité répondre à nos questions.

Le départ de Christophe Piednoël succède à plusieurs autres au sein de la structure de l'Epic de tête, depuis la fin de l'année dernière : Jacques Rapoport, Barbara Dalibard, Sophie Boissard. »

UNSA Ferroviaire Lorraine :

Gare de Metz - Porte F- ☎ 03 87 62 67 64 ou **772 992**
Villa Saint Jean - NANCY
ur.lorraine@unsa-ferroviaire.org

UNSA - Union Régionale Lille
25, boulevard JB Lebas – 59000 LILLE
☎ 03 59 01 69 17 // 🖷 03 20 53 29 92 // sncf : 220 917
ur.lille@unsa-ferroviaire.org